



Questions d'actualité

L'essentiel

du mardi 24 juin 2014
de la part de Stéphane Le Foll

DEBAT BUDGETAIRE (cf. infra « Mise à jour – Economies »)

Le gouvernement « débat avec la majorité ». « Des amendements seront intégrés dans les deux collectifs » budgétaires. « Mais il y a une ligne, il y a un cap, il y a une volonté, et 'agir et tenir' vont de pair ». Il n'y aura « pas de politique de zig-zag au gré des amendements » (PM, 24/06/14).

EUROPE

Le président de la République a proposé « un agenda pour la croissance et le changement en Europe », en vue du Conseil européen des 26 et 27 juin prochain. Croissance, immigration, simplification, ... : pour porter ces priorités, il avait réuni des leaders de gauche européens ce samedi.

Selon cette proposition d'agenda, « l'Union européenne doit concentrer son action sur 5 grandes priorités » (PR, 24/06/14) :

- **Une nouvelle initiative pour la croissance** : accompagnement de la politique de la BCE, application des règles budgétaires favorables à l'investissement et à l'emploi, taxe sur les transactions financières pour 2015, création de 2 nouveaux eurogroupes (« questions sociales » et « industrie et recherche »), stratégie d'investissement (besoins estimés jusqu'à 240 Md € / an), véritable politique industrielle, agenda numérique (développer les technologies d'avenir ; réguler les grandes plateformes ; assurer une fiscalité équitable), ... ;
- **Agir pour la jeunesse** : au moins 20 Md € pour l'initiative emploi des jeunes sur la législature, agenda social de nouveaux droits, ... ;
- **Une politique européenne de l'énergie** : soutien à la recherche pour les technologies de rupture, développement des filières d'excellence, programme européen de financement des économies d'énergie, assurer un prix du CO2 prévisible, ... ;
- **« Liberté-sécurité-justice »** : identification et signalement des voyageurs dangereux, programme d'identification du financement du terrorisme, création d'un corps de garde-frontières européen, ... ;
- **Une réforme du fonctionnement de l'UE** : concentrer l'action sur les enjeux essentiels, choc de simplification pour l'UE, ...

FIN DE VIE

« Le statut quo n'est pas possible ». Comme le président de la République en a pris l'engagement, le gouvernement souhaite donc « faire évoluer le cadre législatif applicable [à la fin de vie], avec une volonté d'apaisement et de rassemblement ». « Par-delà [les] cas qui occupent l'actualité médiatique, [...] des milliers d'hommes et de femmes ne se retrouvent pas dans la manière dont ils peuvent exprimer leur volonté au bout de leur vie » (M. Touraine, 24/06/14).

« C'est la raison pour laquelle le Premier ministre a nommé deux parlementaires en mission, [Alain Claeys et Jean Leonetti], pour voir comment on peut faire évoluer le cadre législatif :

- **Pour mieux assurer le développement** de la médecine palliative ;
- **Pour mieux organiser le recueil** et la prise en compte des directives anticipées ;

- **Pour définir les conditions et les circonstances précises** dans lesquelles l'apaisement des souffrances peut conduire à abrégé la vie, dans le respect de l'autonomie de la personne » (M. Touraine, 24/06/14).

« **Le débat parlementaire sera ouvert.** C'est un débat dont doit également se saisir la société » (M. Touraine, 24/06/14).

REFONDATION DE L'ECOLE / EVALUATION

La refondation de l'Ecole de la République est l'un des grands chantiers du quinquennat. Il y a eu la réforme des rythmes scolaires, la priorité au primaire et le rétablissement de la formation des enseignants. Il y a maintenant la réforme de l'éducation prioritaire, la définition d'un nouveau socle commun, la refonte des programmes, et la réforme de l'évaluation à la française.

Le système d'évaluation des élèves doit en effet évoluer pour « stimule[r] au lieu de décourager » (B. Hamon, 24/06/14). Une conférence nationale sur l'évaluation des élèves fera des propositions en ce sens.

- **« Aujourd'hui, notre système d'évaluation :**
 - o « **Souligne les lacunes et les échecs des élèves**, ce qui peut être décourageant pour certains ». La dernière enquête Pisa l'a montré : les jeunes Français sont ceux qui choisissent le plus souvent de ne pas répondre, par peur de faire une faute ;
 - o « **Contribue fortement à accroître les inégalités** » car « ce sont les élèves les plus fragiles qui ressentent le plus durement les effets de l'évaluation ».
- **Demain, la nouvelle évaluation doit :**
 - o **Permettre à l'élève « de prendre confiance », de « mesurer les progrès accomplis** et ceux qui restent à accomplir » ;
 - o **Être « plus exigeante, en dire plus** ». « Un élève qui éprouve des difficultés en grammaire et en syntaxe obtiendra 0 en dictée. S'il a progressé en syntaxe, mais qu'il fait encore trop de faute en grammaire, il aura toujours un 0. Comment peut-il savoir qu'il a progressé ? »
- **« Il faut sortir d'une posture idéologique à l'égard de la note ou de l'absence de note.** La note doit être utilisée à bon escient ». Elle « est utile, mais quand elle paralyse, on doit lui substituer d'autres formes d'évaluation » (B. Hamon, 24/06/14).

INTERMITTENTS (cf. *Essentiel Urgent*, 19/06/14)

« **Les festivals sont un moment exceptionnel pour montrer la France** ». Il convient de « **rassurer les intermittents, les professionnels du spectacle** ». « **Tout ce que nous allons faire c'est pour leur donner une perspective longue, une perspective d'avenir** » (PR, 24/06/14).

Le Premier ministre a remis ce mardi la lettre de mission fixant les grandes lignes de la concertation confiée à Jean-Patrick Gille, Hortense Archambault et Jean-Denis Combexelle, pour « sortir de ce cycle de crises et de tensions » et « donner une assise plus solide et plus pérenne au régime » (PM, 24/06/14).

REFORME FERROVIAIRE

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi sur la réforme ferroviaire, mardi par 355 voix pour, 168 contre et 27 abstentions. Le PS, les écologistes, les radicaux de gauche, ainsi que l'UDI ont voté pour.

REDRESSEMENT ECONOMIQUE

Le redressement économique de notre pays est engagé. Il a commencé à se traduire dans les faits en 2013 :

- **Première nouvelle encourageante : les investissements étrangers en France ont progressé en 2013 (+3,3%), en particulier ceux impliquant une nouvelle implantation sur notre territoire (+53%) : c'est la Banque de France qui le dit.** L'attractivité de la France est confirmée une nouvelle fois, après notamment les chiffres de E&Y et de l'AFII. Selon une analyse d'AT Kearney, la France a même réintégré le « top 10 » des pays les plus attractifs.
- **Deuxième nouvelle : nos performances dans les exportations de services ont agi positivement pour réduire notre déficit courant, à 30 Md € .**

Ces résultats sont le signe que les réformes que nous mettons en œuvre commencent à porter leurs fruits. Chacun doit être mobilisé pour aller encore plus loin, et faire que la traduction concrète de ces changements en matière d'emplois soit la plus rapide et la plus forte possible.

MISE A JOUR - ECONOMIES

Dans un rapport de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, un calcul mécanique évalue, toutes choses égales par ailleurs, à 250 000 emplois en moins l'effet des 50 Md € d'économies d'ici 2017.

Ceci correspond à « des calculs totalement en chambre, des calculs extrêmement théoriques » (M. Sapin, 23/06/14) :

- **« S'il suffisait d'avoir des dépenses publiques très élevées pour avoir une croissance très élevée, la France serait championne du monde** puisque c'est nous qui avons les dépenses publiques les plus élevées. Et pourtant on a un problème de croissance ».
 - o **« Il faut donc passer par une autre voie.** La croissance passe par les entreprises, l'investissement et par l'emploi créé dans ces entreprises » (M. Sapin, 23/06/14) ;
 - o **Avec plus de 1 200 Md € de dépenses, on ne peut nier qu'il existe certaines dépenses qui ne sont pas utiles pour la croissance,** voire même qui l'entravent parce qu'elles conduisent à gaspiller nos ressources ;
- **Ce chiffre ne s'appuie pas sur la réalité des économies choisies.** Et comme le note la rapporteure générale, l'impact des économies varie selon les choix précis effectués.
- **Dans la construction des 50 Md €, nous avons justement cherché à préserver la croissance :**
 - o En maintenant les prestations des Français **plus modestes** ;
 - o En ciblant le plus possible des **économies de fonctionnement** (génériques, chirurgie ambulatoire, parcours de soin, achats, ventes d'actifs immobiliers...) qui ont peu ou pas d'effet croissance ;
 - o En réaffirmant pour 2015-2017 la **trajectoire d'investissement** du Programme d'investissements d'avenir.

Le maintien du statu quo serait en réalité très coûteux en termes d'emplois :

- **Si nous ne faisons rien, le coût de financement, pour l'ensemble des administrations publiques, les ménages, et les entreprises, augmenterait fortement, ce qui serait très coûteux en termes d'emplois.** Imaginons un instant que nous ne fassions pas ces 50 Md € d'économies, que les dépenses publiques continuent à dériver en France : pensons-nous réellement que les investisseurs continueraient à nous prêter aux taux d'intérêt actuels ?

La politique économique du gouvernement est un bloc dont on ne peut dissocier les composantes, une politique de redressement budgétaire en même temps qu'une politique au service de la création d'emplois durables : le pacte de responsabilité et de solidarité, le CICE, les emplois d'avenir, le nouveau programme d'investissements d'avenir, le programme d'économies.

- **Le programme de stabilité évalue que sous l'effet cumulé de ces mesures, les créations d'emplois devraient atteindre 175 000 en 2015 puis dépasser 200 000 par an à compter de 2016.**
- **Le Pacte a lieu seul aura un effet positif marqué sur la croissance et l'emploi :** 0,6 pt de PIB et environ 200 000 emplois à horizon 2017, sans même intégrer la dynamique créée sur le climat de confiance, tout comme les engagements des acteurs économiques et sociaux dans le cadre du volet contreparties du Pacte, qui devraient en rehausser les effets.

Pour la France et pour l'emploi, c'est cet équilibre qu'il convient de préserver. Le plan d'économies de 50 Md €, programmé d'ici 2017, sera conduit pour redonner des marges de manœuvre à notre pays : réduire notre dépendance aux marchés financiers, avec la réduction de notre déficit et de notre dette, renforcer notre compétitivité et la création d'emplois, avec la mise en œuvre du Pacte de responsabilité et de solidarité, tout en allégeant la pression fiscale des ménages aux revenus modestes.